

Itinéraire d'un concept

Totalitarisme et totalitaire sont aujourd'hui des mots d'usages courants¹. S'ils qualifient des phénomènes politiques et historiques divers mais clairement repérés, leur emploi journalistique traduit souvent une facilité de langage : serait *totalitaire* ce qui constituerait la dénégation de la démocratie (libérale). Cette multiplication des usages tient davantage à la valeur accordée à l'adjectif : il est des *logiques*, des *mouvements* et des *passions* totalitaires à l'œuvre dans les démocraties ; toutes semblent implicitement menées à l'édification de régimes proches des modèles paradigmatiques que seraient l'URSS stalinienne, le III^e Reich. Aussi pour cerner ce que demandent les programmes du secondaire lorsqu'ils spécifient l'emploi du terme totalitarisme, il me semble nécessaire de revenir sur l'itinéraire du mot et de ce qu'il désigne avant que d'en discuter les usages et –sans doute– les dérives qu'il porte. Il s'agit de garder à l'esprit que, depuis son invention, le totalitarisme fut toujours un concept hybride, simultanément *heuristique* (ordonner, classer des systèmes politiques) et *idéologique* (catégoriser pour dénoncer). Cette mise au point sur un concept dont l'invention fut toujours *contingente* au politique paraît d'autant plus nécessaire que les prescriptions des programmes (PLP, lycées, collèges) s'enracinent dans un *retour* du totalitarisme sur la scène intellectuelle [Traverso, 2001]. Ce rappel (schématique) de l'itinéraire du concept dans le siècle introduit, par périodes, différentes manières d'articuler la référence au totalitarisme dans le cadre même de sa chronologie. Pour l'enseignant, ces articulations importent pour deux raisons. D'une part, elles éclairent le travail que l'on peut demander aux élèves sur les documents, restituant leur horizon premier de réception, d'autre part elles situent la problématique du cours, proposant ainsi un travail réflexif.

La contingence antifasciste de l'entre-deux-guerres.

Le totalitarisme a partie liée avec la problématique de la guerre totale qui lui est antécédente, mais aussi, par la question de ses origines avec celle de la brutalisation des sociétés européennes [Mosse, 1999], de la crise de l'Etat-nation et du heurt des impérialismes [Arendt, 2002]. Aujourd'hui d'ailleurs, l'hypothèse historiographique même d'une *guerre de trente ans* -1914-1946- tend à estomper le concept au profit d'une lecture plus dynamique, davantage centrée sur le social, plus que la démarche taxonomique en vigueur auparavant.

Ainsi, l'une des racines du totalitarisme est la Grande Guerre. Dans l'horizon du concept deux traits importent : la mobilisation des sociétés, la définition de l'ennemi intérieur et extérieur. L'univers concentrationnaire semble alors s'esquisser par les tribunaux, les pelotons d'exécution, les législations exceptionnelles [Losurdo, 2005]. La notion de *totalisme* naît en Italie ; elle a comme consoeur la mobilisation totale de Jünger en Allemagne par exemple. Une rapide quête généalogique repère dans la littérature de science fiction et / ou d'anticipation de la Belle époque les prémisses de l'Etat totalitaire chez Herbert Georges Wells (*Le dormeur se réveille*, 1900), Jack London (*Le talon de fer*, 1909) [Bruneteau, 1999]. La question totalitaire est donc dans l'horizon culturel et politique européen. Pour certains d'ailleurs, des traits spécifiques du totalitarisme s'esquissent dans le monde colonial [Losurdo, 2005 ; Traverso, 2002]. Le sort des indigènes, et les premiers camps de concentration (Guerre des Boers, Inde, Afrique noire), constituent à leurs yeux autant d'indices. Quoiqu'il en soit, la Grande Guerre radicalise ces possibilités ; dans les démocraties, les pratiques d'internement, la question de l'ennemi intérieur surgissent sur le sol européen, américain. Pour autant, le totalitarisme demeure à inventer. Il faut nommer ces pratiques, pour qualifier les états qui les appliquent.

Une voie italienne du totalitarisme.

Géographiquement le concept est italien, il naît du fascisme. Le terme *totalitaire* apparaît dès 1923 dans le milieu des antifascistes italiens. Mussolini et Gentile le reprennent pour définir l'Etat fasciste, affirmer ses valeurs face à la démocratie libérale. Pour le Duce, *le fascisme est animé par une farouche volonté totalitaire* (1925) ; Gentile désigne par le totalitarisme un Etat total par opposition à la faiblesse des démocraties, minées par la division entre l'Etat et la société. Selon la distinction introduite par les travaux

¹ Cette intervention réactualise une réflexion de 2003, initialement parue sur le site de l'Académie de Bourgogne. Merci à Dominique Varinois et Jean-Michel Leydet (IPR HG Dijon) de m'avoir autorisés cette reprise. Merci à Thierry Falconnet (IEN Besançon) de son amicale pression pour cette réactualisation...

de Pierre Milza, cette reprise du terme *totalitaire* s'effectue dans le cadre du *fascisme-régime*. Le mot suit historiquement la marche sur Rome. Le totalitarisme définit alors *la vocation dictatoriale et absolutiste du parti fasciste, ainsi que le système de domination terroriste et démagogique que le fascisme avait mis en pratique, une fois le pouvoir pris* [Gentile, 2003]. En Allemagne, le terme même de totalitarisme n'apparaît pas, mais le milieu *völkisch*, par l'argument de la mobilisation totale notamment (Jünger), s'approche de ces problématiques. Carl Schmitt théorise dès les années 20 la notion d'une identité totale entre l'Etat et la société. Après 1933, les nazis n'usent pratiquement pas du terme totalitarisme. *De facto*, son usage procède des milieux antifascistes. Terre d'exil, Paris devient l'un des lieux les plus actifs de cette réflexion. En quelque sorte, c'est un laboratoire pour la réflexion sur le totalitarisme. Celle-ci émane de milieux distincts :

- *Le milieu de la démocratie chrétienne* (notamment Sturzo), auquel par extension on peut rattacher (avec des précautions), la mouvance polarisée par la revue *Esprit* qui consacre dès 1934 un numéro sur ces questions². Pour Alain Rey, Jacques Maritain use le premier du terme *antitotalitaire* en 1936 ; la pratique lui est évidemment antécédente même si l'apparition du terme, qui coïncide avec le mot d'ordre de défense de la démocratie propre à la rhétorique des fronts populaires, importe.
- *Le milieu libéral*. Elie Halévy, Ortega Y Gasset, Raymond Aron. Elie Halévy est l'un des premiers, dans *l'ère des tyrannies*, à évoquer une parenté fascisme /communisme. Démocrate, plutôt qu'homme de gauche, Elie Halévy est alors membre du CVIA (Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes). Ses réflexions font alors sens dans le contexte de Front populaire, comme elles "détonnent" à l'aune de la coalition. Son livre marque profondément Raymond Aron. Ainsi, bien que les réflexions libérales sur la question totalitaire soient marginales dans cette première période, elles fondent ensuite des usages postérieurs du concept, notamment dans la mise en scène heuristique du face à face démocratie libérale / totalitarisme.
- *Les dissidences de gauche du communisme*. Dans ce milieu, à la difficile lisibilité publique, se retrouvent les noms et les analyses de Boris Souvarine (*La critique sociale*), mais surtout de Victor Serge dont les critiques sur l'URSS sont connues par l'intermédiaire de la *Révolution prolétarienne*. Ces réflexions questionnent alors le stalinisme. Il faut leur adjoindre les travaux d'Herbert Marcuse sur le nazisme. Il faut enfin citer la réflexion de Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital* (1936) qui le premier pose la comparaison fascisme / nazisme. L'ouvrage importe pour ce qu'il lit du fascisme, *phénomène européen*. Pour Guérin, le totalitarisme (fasciste et / ou nazi) n'est qu'une phase dans le passage du mouvement au régime pour que ces partis gardent leur base sociale. Cette phase totalitaire serait *transitoire*, ces régimes évoluant ensuite vers une dictature militaire de type bonapartiste, caractéristique déduite du mythe du chef présent dans les régimes fascistes.

Ainsi, dès les années Trente, il existe une réflexion construite par le concept de totalitarisme, dont elle reprend les principales caractéristiques (mythe du chef, terreur...) à des fins comparatives. L'usage conceptuel est ici celui de la critique. Cette fonction critique fait suture avec les premières acceptions italiennes du concept. Il est l'arme qui permet d'examiner la nature de l'URSS, du régime fasciste face au régime nazi, comme il permet l'examen des tentations guettant la démocratie libérale. Néanmoins cette réflexion ne suscite pas de débats ; sans doute par le ralliement du mouvement communiste à la question de la défense de la démocratie comme par l'examen des risques de guerre face au danger hitlérien. L'antitotalitarisme se conjugue mal alors avec l'antifascisme, d'autant que ce dernier tend à s'identifier au stalinisme. Au congrès pour la défense de la culture (1935) Gaetano Salvemini qui intervient pour demander la libération de Victor Serge esquisse le parallèle entre les îles pénitentiaires italiennes, les camps nazis, le goulag soviétique. Il est seul et isolé, *antitotalitaire et antifasciste* ; inaudible aussi devant la force du mouvement communiste. Quand il n'est pas l'affaire des intellectuels libéraux, l'usage du totalitarisme, chez les hommes de gauches, pour saisir l'analogie du stalinisme au nazisme et au fascisme demeure le fait de dissidents. Si l'invention du concept fut contingente à l'expérience italienne, cette contingence conceptuelle oblitère devant la guerre qui vient toute efficacité mobilisatrice. L'antifascisme fait écran. S'autorisant de cette situation, François Furet fait en 1995 le procès de l'antifascisme, masque

² *Esprit*, Janvier et Février 1934.

de la manipulation stalinienne [Furet, 1995], recréant ainsi un face à face démocraties libérales / Etats totalitaires qui jamais ne se vécut comme telle dans les années Trente. On peut alors s'interroger sur la nature de *l'illusion* dévoilée par l'historien. Son dévoilement –l'antifascisme comme manipulation- fait écran à la réalité de configuration politique contemporaine [Terry, 1996].

1923 / 1940 : une valeur d'usage exclusivement politique.

La fonction critique du concept se saisit dans une perspective antifasciste qui amène, par le biais des dissidences de gauche du communisme, l'examen du stalinisme. Cette posture mesure autant, pour ses utilisateurs, la crise de la démocratie libérale que la dynamique des régimes ; le point de convergence trouvé entre le communisme et le nazisme tient à l'exercice de la terreur et aux procès. Néanmoins, cet usage du concept répond davantage à la nécessité de comprendre pour critiquer plutôt qu'à l'instauration par le totalitarisme d'un contre-modèle de la démocratie libérale. Celle-ci est certes le lieu géographique (comme asile) pour les antifascistes (notamment italiens mais il faut englober l'ensemble des dissidences de type marxiste) d'une critique du régime totalitaire, mais pour ces penseurs, la démocratie n'est pas satisfaisante en tant que telle. Dans cette seconde acception, l'usage du concept souligne et le danger de certaines évolutions au sein même des partis démocratiques (ainsi de la critique portée sur les néo-socialistes par la gauche de la SFIO³), et la nécessité d'une réflexion sur les changements à opérer sur le cadre démocratique. Il faut noter que le fascisme procède ici de plain-pied du totalitarisme. L'usage prescriptif du concept pour cette période doit s'inspirer de ce qu'il était pour ces hommes. Un outil critique dont la valeur principale n'était pas l'invention et l'analyse d'un contre-modèle à la démocratie libérale, mais celle de la mesure des possibles et des évolutions politiques tant à l'intérieur du monde totalitaire, qui n'est jamais conçu comme unifié, qu'à l'intérieur même des démocraties. Terme logique, cet usage n'incluait aucune relativisation des régimes et des politiques. Significativement, l'adjectif totalitaire désigne alors une phase des régimes voués à une évolution dictatoriale ("Thermidor" russe ou bonapartisme).

La contingence anticomuniste de la guerre froide.

Durant la guerre, l'usage du terme totalitaire marque le pas dans le débat politique tandis que la réflexion conceptuelle s'approfondit. Le premier colloque scientifique consacré au totalitarisme a lieu à Philadelphie dès 1940 [Traverso, 2001]. Rapidement le concept devient l'une des clés d'interprétation du nazisme, du communisme. Dès 1941, la comparaison n'a plus lieu d'être hors les réflexions isolées, mais vouées à une belle postérité reaganienne et thatchérienne, de l'ouvrage d'Hayek (*La route de la servitude*) et de Karl Popper, questionnant les origines du totalitarisme (*La société ouverte et ses ennemis*). Dans la configuration de la seconde guerre mondiale, le nazisme devient le lieu d'application du concept : Franz Neumann renverse l'argument du lien entre rationalité technologique et totalitarisme dans *Béhémot* en travaillant la le concept à partir de la notion weberienne du charisme : l'état totalitaire est alors le chaos. Cette voie sera reprise ultérieurement par Ian Kershaw [Kershaw, 1995]. Rapidement l'après-guerre débouche sur la guerre froide, modifiant l'économie politique du concept.

Un transfert culturel, des résurgences.

En quelques lignes, Enzo Traverso par l'appel à la notion de *transfert culturel*, signifie la contingence politique nouvelle du concept dans un monde désormais bipolaire [Traverso, 2001]. Pour lui, façonné par l'expérience de l'exil et de la lutte antifasciste, le concept porté par les intellectuels européens sur les campus américain assure le passage de l'antifascisme à l'anticommunisme. Leurs recherches se confrontent alors à la culture politique américaine au moment où celle-ci commence à s'affirmer hégémonique. La fonction première du concept devient non plus critique mais apologétique. Ce transfert qui rejette toute critique sur l'évolution des démocraties libérales dans l'orbite des soutiens au régime totalitaire provoque aussi la relativisation du passé nazi. Il s'agit alors intellectuellement de réinscrire la RFA dans le camp des démocraties occidentales ; celle-ci ne doit pas, selon sa constitution, « être totalitaire » comme le fut le nazisme, comme l'était le communisme. Dans ce jeu, l'antifascisme disparaît ; il n'est que l'emblème finalement du regard que la RDA porte sur son passé, masquant la

³ Cf. Vincent Chambarlhac et alii, *Histoire documentaire du parti socialiste*, tome II : *la maison socialiste*, Dijon EUD, 2005.

réalité de son caractère totalitaire, inhérent à sa condition de satellites de l'URSS. On le voit, le totalitarisme est plus que jamais un outil de la lutte politique qui donne figure à la configuration géopolitique mondiale. Ce jeu suppose un reclassement des auteurs travaillant sur le totalitarisme. La gauche marxiste dissidente ne le porte plus hors les cercles étroits par exemple de la revue *Socialisme ou barbarie* (Claude Lefort, Castoriadis). En fait, devant l'hégémonie intellectuelle exercée en France par le PCF, le concept est délibérément considéré comme un concept de droite, profondément réactionnaire dans ses usages [Lefort, 1981]. Puisque la gauche européenne ne dispute plus le concept, celui-ci s'arrime en terre libérale et / ou conservatrice. Les origines du totalitarisme sont scrutées, découvertes dans la pensée des Lumières (Talmon, *Les origines de la démocratie totalitaire* en 1952), la pensée de Karl Marx. Dans ce jeu, l'anticommunisme prend le pas malgré la subtilité de certaines analyses (dont celles d'Ishaïa Berlin sur *Joseph de Maistre et les origines du totalitarisme* parue en 1960). La coexistence pacifique, les effets de la conférence de Bandung et l'affirmation du mouvement des non-alignés, réhabilitent le concept d'impérialisme, entraînant l'éclipse de l'usage du totalitarisme. Trop clairement conçue dans la perspective d'un concept de combat, il perd toute vertu analytique.

Entièrement compris dans une perspective anticommuniste, l'usage du concept de totalitarisme suit alors des voies plus ou moins liées au rapport à l'URSS. Je distinguerai, à la suite d'Enzo Traverso, deux moments, deux modalités. Le premier tient à la révolution conservatrice de l'ère Reagan et thatchérienne. La « redécouverte » des écrits d'Hayek et Popper construit le recours au concept comme outil de légitimation d'une vision du monde qui en quelque sorte ressuscite la guerre froide. Cet usage participe finalement de l'éclipse du concept sur les campus américain. En France, à la faveur de l'effet Soljenitsyne (1977), le totalitarisme devient le lieu du procès du marxisme. La mode médiatique des nouveaux philosophes réintroduit le concept au cœur du débat intellectuel (Bernard Henri Lévy, *La barbarie à visage humain*, 1977). Ce retour du concept sur la scène intellectuelle française participe de l'effondrement du paradigme marxiste dominant depuis 1945.

Un usage restreint au monde communiste ?

Dans ce second moment de l'itinéraire du concept, le totalitarisme est le fait du monde communiste. La comparaison possible qu'il implique avec le III^e Reich est second, sinon secondaire. Pourtant, hors du champ de la réflexion historique et politique, les ouvrages de Jan Valtin (*Out of the night – Sans patrie ni frontières*-, 1941), Margarete Bubber-Neumann (*Déporté en Sibérie*, 1949), David Rousset (*L'univers concentrationnaire*, 1949) et Vassili Grossman (*Vie et destin*, tardivement paru dans les années 80 car saisi par le KGB au moment de son arrestation) ont montré dans l'itinéraire de leurs auteurs la pertinence de la comparaison. Pour autant, la lecture dominante est celle de la guerre froide. Après une phase d'éclipse, elle est celle de l'après 68 en France. Cet usage suppose l'opposition de deux modèles : la démocratie libérale, le monde totalitaire saisi dans l'acceptation du modèle soviétique. Cette modélisation implique plusieurs remarques. Elle suppose d'une part, que la réflexion sur le concept oublie la question des origines mêmes du totalitarisme, telle qu'appréhendue par Hannah Arendt [Arendt, 2002]. En définitive, la problématique totalitaire repose essentiellement ici sur une visée politique, articulée par la question du communisme et le désenchantement des clercs français après le gauchisme des années 68. Pour la France, la mode médiatique du totalitarisme concerne uniquement le communisme. En histoire, la période est également marquée par l'essor des recherches sur Vichy. Les deux problématiques s'ignorent l'une l'autre, Vichy ne s'envisage pas sous l'angle de la problématique totalitaire. Le mot appartient au registre des études sur le communisme telle qu'initiée par Annie Kriegel et la revue *Communisme*. Il procède également des recherches de Claude Lefort où le totalitarisme s'apparente à la négation du politique. Si cet usage restreint n'induit pas *ipso facto* l'éclipse des réflexions sur le nazisme, force est de constater le décalage du champ français avec l'Allemagne notamment où la réflexion sur le totalitarisme nazi possède, dans le sillage de Martin Broszat, sa dynamique propre.

Une conjoncture contemporaine.

La chute du communisme annonce une nouvelle phase de l'itinéraire du concept. Elle est, selon Enzo Traverso, celle d'une *résurrection suspecte* [Traverso, 2001]. Pour lui, le recours au concept procède de la révolution néo-libérale : le totalitarisme est le concept qui permet d'opérer un retour sur le siècle où fascisme et communisme s'avèrent l'adversaire irréductible (le singulier tient à la conjonction totalitaire)

de la démocratie libérale, étonnamment identique à elle-même sur le siècle. Pour la France, François Furet tisse cette histoire [Furet, 1995]. En Allemagne, la question totalitaire dans son rapport au passé nazi et à sa mémoire ressurgit à la faveur de la réunification. Dans le sillage de la querelle des historiens, les propositions d'Ernst Nolte sur la guerre civile européenne [Nolte, 2001] se nouent à la problématique comparative. Le dialogue noué entre les deux historiens –français et allemand- circonscrit une part du contexte intellectuel dans lequel les programmes actuels furent pensés. La pesée du siècle à hauteur de la guerre et de la violence, initiée à partir de 2003, modifie le regard que l'on doit porter sur cette comparaison nazisme / stalinisme voulue par les programmes. Aussi, cette dernière partie sera volontairement restreinte aux logiques historiographiques françaises qui trament ces choix.

Autour de 1995.

C'est à partir de 1995 et la publication du *Passé d'une illusion* [Furet, 1995] que se noue un nouvel avatar scientifique du concept sur la scène française. L'ouvrage importe car il constitue alors la seule synthèse de langue française sur le siècle en voie d'achèvement⁴. Passée la surprise de l'effondrement du système communiste, l'exploration de son poids sur le siècle, procède d'une double visée : celle du bilan que François Furet associe immédiatement à la volonté de dévoiler –l'illusion communiste- soit, comme il le confie à Ernst Nolte, de briser les *tabous de l'historiographie antifasciste* [Furet / Nolte, 1998]. Le livre ouvre la voie à une double reconfiguration du champ des études sur le communisme ; il irrigue ainsi un renouveau des usages du concept à partir du fait communiste.

1. Au plus près du concept de totalitarisme, et dans le souci du bilan du communisme, la publication du *Livre noir du communisme* [Courtois / Werth, 1997] indique une première voie. Initialement, la préface devait être de François Furet. Elle est de Stéphane Courtois qui plaide pour un "*Nuremberg du communisme*", s'efforçant d'établir la pertinence de la déclinaison *génocide de classe, génocide de race*. L'approche délibérément criminogène de la préface fait débat ; elle est d'ailleurs récusée par de nombreux collaborateurs, dont Nicolas Werth. S'il apparaît inutile ici de revenir sur ce débat, il faut constater qu'à la suite de cet ouvrage, Stéphane Courtois incarne une approche du totalitarisme, concept qu'il développe ensuite par la publication d'une trilogie collective où la question totalitaire vaut étalon du XX^e siècle [Courtois, 2001-2003-2006]. L'essentiel, dans cette première approche tient au recours comparatif systématique des régimes fasciste, nazi, communiste. La périodisation des ouvrages indiquent la centralité du stalinisme dans cette approche. La lecture du second tome, consacré à la séquence 1935-1953, indique une marginalisation progressive du régime fasciste dans cet optique. *In fine*, celui n'est pas exactement *totalitaire*, il est *inachevé* dans une acceptation exclusive du totalitarisme centrée sur le nazisme, le stalinisme [Gentile, 2004].
2. Dans le sillage du *Passé d'une illusion*, la question totalitaire trouve une seconde acceptation avec les travaux de Marc Lazar notamment. Ici, l'accent ne porte plus sur les régimes politiques en eux-mêmes, mais sur les potentialités totalitaires de certains mouvements politiques dans le cadre démocratique. Le mouvement communiste concentre à nouveau l'essentiel des interrogations. Il est animé d'une *passion* totalitaire, procède d'un *syndrome*. L'essentiel, dans cette seconde approche, tient à ce qu'elle retient de la question des origines du totalitarisme. Ici, moins qu'un modèle inaccessible, compte le mouvement. Ici, la France, par la Révolution française, montre des prédispositions au totalitarisme. En somme, pour suivre Marc Lazar, le mouvement communiste, qui fut *un mouvement totalitaire fut un totalitarisme manqué* [Lazar, 2002 ; p 128].

Ces deux approches, plus ou moins tangentielles au concept, suscitérent dans le champ des études sur le communisme des controverses, des réponses. L'une procède d'une histoire sociale renouvelée du fait communiste qui montre, qu'au niveau des pratiques, le contrôle totalitaire sur la population soviétique est plus complexe [Dreyfus, 2000]. La démonstration, qui se nourrit des travaux de l'école dite révisionniste, ne fait plus du totalitarisme la clé principale de l'analyse [Werth, 1996]. Ce regard décentré du concept dans son application la plus stricte, est également celui de Ian Kershaw sur le nazisme [Kershaw, 1996]. La coïncidence chronologique de ces approches indique sans doute un effacement du paradigme

⁴ Pierre Nora ne souhaitait pas alors publier l'ouvrage d'Hobsbawm (*L'âge des extrêmes*) qui sera tardivement offert au public français par le biais des éditions Complexe et du *Monde diplomatique*.

totalitaire. Le concept de guerre de trente ans (1914-1945) ouvre la voie à une interprétation plus dynamique de la genèse et du développement de ces régimes.

Guerre et violence dans la pesée du totalitarisme.

A une lecture du XX^e siècle conçu sous les auspices du totalitarisme s'oppose depuis quelques années l'analyse plus dynamique construite à partir du fait guerrier. L'analyse se construit notamment à partir de l'historiographie anglo-saxonne. A la suite des travaux de Georges Lachmann Mosse [Mosse, 1999] elle confère à la Grande Guerre le caractère de matrice du totalitarisme. Cette lecture permet davantage l'approche comparative, réintégrant notamment l'URSS par la notion de *militarisation* de la société. La mobilisation des sociétés en temps de paix approfondit cette comparaison qui laisse cependant en hors champ la question des régimes démocratiques sur la période. La question du militantisme, de la violence militante réintroduit en partie cette problématique dans le champ démocratique. Dans cette nouvelle configuration, la question totalitaire se noue à la problématique de la guerre civile européenne. La thématique appartient à l'historiographie allemande [Traverso, 2006]. Elle déporte la question du totalitarisme sur celle du génocide, de la brutalisation. Lier totalitarisme et guerre civile européenne opère une nouvelle distribution épistémologique. Elle augure d'un « retour » du fascisme dans l'analyse du totalitarisme. L'angle d'approche est essentiellement sociale, soit une possible « révision » du concept de totalitarisme par le bas. Dans ce jeu, la distinction démocraties libérales / régimes totalitaires garde sa pertinence tout en permettant l'interrogation de la fascination et la fragilité des premières face au second par l'appel au concept de guerre totale comme clé d'explication

Cette approche par le fait guerrier croise la thématique de la guerre civile. Elle se distingue des propositions d'Ernst Nolte [Nolte, 2000], aujourd'hui rejetées, qui voyaient dans le nazisme une réponse au bolchevisme, soit un lien de causalité entre le goulag et Auschwitz. Discredités dès les années 80 en Allemagne, les propositions d'Ernst Nolte ont semblées trouver un écho en France à la faveur de la correspondance qu'il eut avec François Furet [Furet / Nolte, 1998]. Si François Furet se démarque nettement de ce révisionnisme par son libéralisme aux antipodes du nationalisme de Nolte, il marque son point d'accord avec Nolte sur le communisme comme figure du mal. Dans ce jeu, l'Italie se trouve exclu du champ du totalitarisme, alors même que le terme s'inventa ici... La lecture du totalitarisme par le concept de guerre civile procède davantage d'une approche conduite sous les auspices d'une réaction à la question du fascisme, de l'antifascisme telle que posée notamment par le *Passé d'une illusion* [Furet, 1995]. Elle engage une approche dynamique du concept par la prise en compte d'un cycle de crises, guerres et bouleversements politiques en Europe ouvert par la Grande Guerre. La lecture est à la fois sociale, anthropologique, politique [Traverso, 2006].

La contingence des programmes.

Le rappel de l'itinéraire du concept de totalitarisme vaut pour ce qu'il souligne comme effets historiographiques. Réfléchir sur cette question, comme l'invite le *Bulletin officiel*, nécessite l'articulation des sources et textes employés à leur contexte. Je soulignerai, pour ma part, le point d'aboutissement paradoxal de cet itinéraire où la révision s'opère par l'appel aux sociétés face à un concept forgé pour se saisir d'Etats qui n'iaient (atomisaient) leurs propres sociétés. Il faut donc, à mes yeux, user du concept en deux temps :

- En situant ces régimes dans l'orbite de la Grande Guerre. Lue comme fait social total, elle doit permettre d'interroger et le rôle des Etats et la violence qui fait alors retour sur la scène européenne. On peut s'intéresser par la problématique de la brutalisation [Mosse, 1999] aux cas allemand et italien de manière à saisir le développement de ces mouvements "totalitaires" à l'intérieur d'un cadre démocratique. La question de l'URSS demande un autre traitement puisqu'elle se lie d'emblée à une dynamique révolutionnaire dans laquelle le stalinisme prend corps.
- En comparant ensuite pour repérer, plus que des similitudes, des différences entre ces régimes [Kerschaw, 1996], soit en restituant la complexité du siècle plus que la *vulgate* contemporaine du face à face totalitarisme / démocratie libérale qui n'est, finalement, qu'un des récits possibles du siècle. Non son bilan.

Une lecture du concept de totalitarisme.

- Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, Paris, Gallimard « Quarto », 2002.
- Bernard Bruneteau, *Les totalitarismes*, Paris, Armand Colin, 1999.
- Pietro Causarano et alii, *Le XX^e siècle des guerres*, Paris, L'Atelier, 2004.
- Communisme*, n° 47-48, « La question du totalitarisme », Juillet / décembre, 1996.
- Stéphane Courtois et alii, *Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe 1900-1934*, Lausanne, Editions L'Age d'Homme, 2001.
- Stéphane Courtois et alii, *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe (1935-1953)*, Paris, Editions du Rocher, 2003.
- Stéphane Courtois et alii, *Le jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe (1953-2005)*, Paris, Editions du Rocher, 2006.
- François Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Plon, 1995.
- Ran Halévi, *L'expérience du passé. François Furet dans l'atelier de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2007.
- Claude Lefort, *La complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999.
- Claude Lefort, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Fayard, Paris, 1981.
- Domenico Losurdo, *Le révisionnisme en histoire*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Ian Kershaw, « Retour sur le totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative », *Esprit*, Janvier / Février 1996.
- Marc Mazower, « D'un siècle à l'autre : la violence et l'Etat au XX^e siècle », In *Le XX^{ème} siècle des guerres*, Paris, L'Atelier, 2004.
- Georges-Lachmann Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.
- Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Paris, Edition de Syrtes, 2000 (Edition originale de 1987)
- Denis Peschanski, « Le concept de totalitarisme est-il opératoire en histoire ? », In Denis Peschanski et alii, *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- Enzo Traverso, *Le totalitarisme. Le XX^{ème} siècle en débat*, Paris, Seuil, 2001.
- Enzo Traverso, « Entre Béhémoth et Léviathan : penser la guerre civile européenne (1914-1945) » In *Le XX^{ème} siècle des guerres*, Paris, L'Atelier, 2004.
- Enzo Traverso, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne (1914-1945)*, Paris, Stock, 2006.
- Emmanuel Terray, "Le passé d'une illusion et l'avenir d'une espérance", in *Critique. Revue générale des publications françaises et étrangères*, LII, n° 588, mai 1996, pp. 325-360.

Stalinisme, fascismes : perspectives comparatistes, études...

- Stéphane Courtois, Nicolas Werth et alii, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*. Paris, Robert Laffont, 1997.
- Michel Dreyfus et alii, *Le siècle des communismes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2000.
- Marc Ferro et alii, *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette Littératures. 1999.
- François Furet, Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998.
- Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*. Paris, Folio histoire, 2004.
- Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2003.
- Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Paris. Fayard/ Le Monde diplomatique, 2003.
- Georges-Laschmann Mosse, *La révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*, Paris, Seuil. 2003.
- Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Folio Histoire, 1992.
- Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, NRF / Gallimard, 1995.
- Enzo Traverso, *La violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002.

Nicolas Werth, « Totalitarisme ou révisionnisme ? L'histoire soviétique, une histoire en chantier », *Communisme*, n° 47-48, 1996.